Le partage de l'eau, enjeu du prochain millénaire

Philippe Ortoli

L'eau douce se raréfie. La demande excède les capacités de l'offre. Plus qu'une gestion améliorée, changement des mentalités et nouveau « partenariat de l'eau » s'imposeront demain, pour éviter la pénurie. Le deuxième Sommet de la Terre en juin dernier a tiré une nouvelle fois la sonnette d'alarme.

L'eau, ce « don du ciel », a longtemps été considérée comme un bien inépuisable. On découvre aujourd'hui que la manne n'est pas éternelle. Aux yeux des scientifiques, la raréfaction ne fait pas de doute, les statistiques mondiales sont limpides. La quantité d'eau disponible par habitant a diminué de 40 % depuis 1970. Vingt-quatre pays, situés surtout en Afrique et au Proche-Orient, ont dépassé la cote d'alerte (moins de 1000 mètres cubes par habitant et par an). La plupart accusent le choc. Ainsi, en Thaïlande, plutôt bien pourvue, le gouvernement a dû réduire les surfaces ensemencées en riz, faute de pouvoir apporter les ressources en eau suffisantes dans les rizières. L'avenir est préoccupant. Avec l'extension de l'irrigation et l'urbanisation accélérée, les besoins en eau augmentent désormais deux fois plus vite que la population mondiale. Autrement dit, l'eau, surexploitée, devient une matière première rare et coûteuse.

L'inquiétude est aggravée par d'autres facteurs sur lesquels les experts disputent. Au premier rang d'entre eux, les dérèglements climatiques. Fin avril, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) relevait *« des anomalies de température en 1996, pour la dix-huitième année consécutive »*. En clair, le réchauffement de la planète se poursuit. Une donnée confirmée par les satellites de la Nasa. Selon l'agence spatiale américaine, la calotte glaciaire du Groenland fond *« trois fois plus vite »* qu'elle ne se reconstitue (1). Sans inflexion de tendance, les côtes du Bangladesh, certaines îles du Pacifique, sont menacées de submersion par la montée du niveau des océans. Autre perturbation, déjà tangible : déforestation aidant, les déficits pluviométriques se creusent et la désertification progresse. Au Sahel, la ligne des cultures recule en même temps que les isohyètes (2) se déplacent vers le sud (3).

▼ Carburant à préserver

Pas étonnant dans ces conditions que la communauté internationale tire la sonnette d'alarme. Comme à Marrakech les 21 et 22 mars dernier. Quelque 500 participants, venus de soixante pays, réunis à l'initiative du Conseil mondial de l'eau (4), firent assaut de rhétorique en faveur de l'eau, élément oublié du « patrimoine de l'humanité ».

Anthony Milburn, directeur de l'Association internationale de la qualité de l'eau, plaida même pour une *« révolution bleue »*. Il s'agit certes d'augmenter la productivité, mais à la différence de la révolution verte, en produisant cette fois plus de nourriture avec moins d'eau. Le « challenge » du prochain siècle.

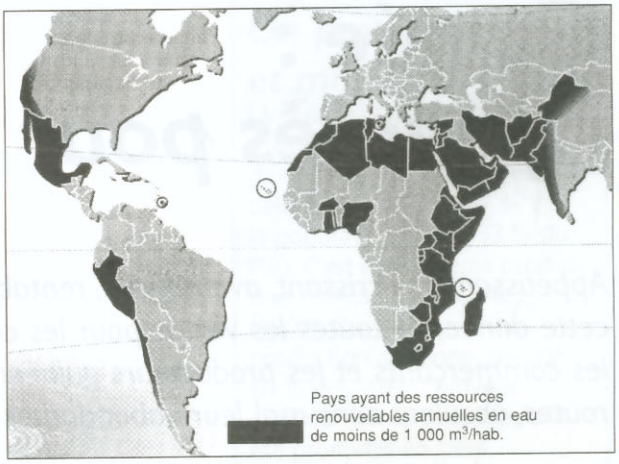
Résultat : l'agriculture irriguée est sur la sellette. Il est vrai qu'elle ponctionne, Nord et Sud confondus, 70 % des disponibilités en eau douce. La lutte contre les énormes gaspillages (fuites et évaporation) et la mise en œuvre de techniques d'irrigation plus économes sont à l'ordre du jour. Dans les pays industrialisés, les citadins, utilisateurs concurrents, élèvent déjà la voix. Au-delà, une interrogation se fait jour, relayée chez les agriculteurs français par la Confédération paysanne : le modèle d'agriculture intensive, responsable aussi de la pollution de l'eau par les nitrates et les pesticides, n'atteint-il pas ses limites ?

Pour l'heure, les techniciens se préoccupent d'une gestion plus rationnelle de la ressource. Réalimentation des nappes aquifères, recyclage des eaux usées, stations d'épuration. Et pour les plus fortunés, le dessalement de l'eau de mer. L'Arabie saoudite investit là une partie de sa rente pétrolière. Signe des temps, « l'or noir » finance « l'or bleu ».

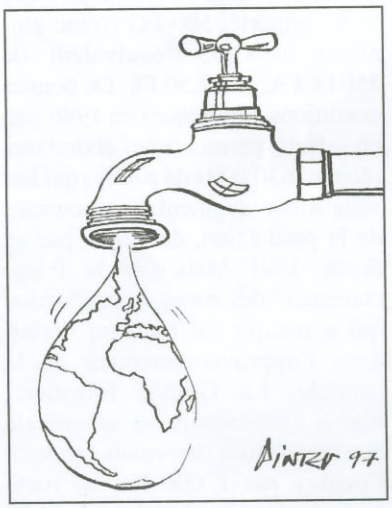
Si l'attention se focalise sur le risque de pénurie, la qualité pose aussi problème. *« La contamination des eaux dites potables est à l'origine de 25 millions de décès dans le monde »*, dénonce le biologiste Gilles-Eric Séralini (4). En Asie, en Afrique, en Amérique latine, la préparation d'aliments et de bouillies avec de l'eau insalubre, provoque des maladies diarrhéiques, principales causes de mortalité infantile. Au Nord, on compte enrayer la dégradation en appliquant la règle du pollueur-payeur. Un principe difficilement transposable au Sud. Les nappes souterraines qui alimentent les grandes cités africaines ne sont pas toujours chlorées, faute de moyens. Sous la pression, les standards de qualité baissent. *« Il vaut mieux,* confirme Bernard Collignon, consultant en hydraulique, *fournir 20 litres d'une eau à peu près correcte que 5 litres d'une eau parfaite, sachant qu'avec 5 litres, on ne peut maintenir une hygiène domestique satisfaisante »*.

À l'occasion du colloque de Marrakech, le roi du Maroc, Hassan II, hôte de la rencontre, pronostiqua, qu'à l'instar du pétrole, *« l'eau deviendra commercialisable à l'échelle mondiale »*. Elle sera un poste comme un autre des balances commerciales. Trompeuse banalisation. Le regain d'intérêt attise les convoitises *(voir encadré)*. Les arbitrages s'annoncent délicats. Fixer un prix mondial de l'eau pour inciter à la responsabilité vis-à-vis d'une ressource rare, fort bien. Mais sur quelles bases ? En privilégiant l'équité (de l'eau propre pour tous) ou en s'en remettant aux lois du marché (faire payer l'usager) ? Cette dernière logique a les faveurs des puissants opérateurs privés, comme la Lyonnaise des eaux en France. Une démarche qui mérite sans doute d'être canalisée. La notion de bien commun ne doit-elle pas primer celle de marchandise privée négociable ? A tout le moins, il faudrait ajuster le prix de l'eau aux revenus des populations. Au temps du village planétaire, on pressent l'utilité d'une autorité internationale réglant les litiges et organisant les coopérations régionales. Vaste chantier en perspective. Le *« partenariat mondial de l'eau »* reste à bâtir.

Yves HARDY



Les pays menacés de stress hydrique
Source : World Resources Institute



1. Cf. les articles de Jean-Paul Besset dans *le Monde* (23 mars, 28 mars et 11-12 mai 1997).
2. Ligne joignant les points du globe où les pluies moyennes sont égales.
3. Le centre Agrhymet de Niamey indique que la limite nord des cultures pluviales (isohyète 250 mm) a reculé depuis 1968 de plus de 300 km au Niger et de 180 km sur la façade atlantique.
4. Association privée créée en 1996 dont le siège est à Marseille.
5. *Le Sursis de l'espèce humaine* par Gilles-Eric Séralini. Ed. Belfond, 1997.

L'eau, source de conflits

La zone sahélienne africaine connaît une recrudescence d'incidents entre pasteurs nomades et agriculteurs sédentaires. Mais des affrontements de plus grande ampleur, ayant l'eau pour enjeu – tel le différend indo-pakistanais de la fin des années cinquante à propos du fleuve Indus –, ne sont pas à écarter. Les zones sensibles sont légion, quelques points chauds émergent. D'abord autour du Tigre et de l'Euphrate. Les imposants projets turcs de retenues d'eau sur l'Euphrate menacent de tarir le cours du fleuve en Syrie et en Irak. Le pompage à vaste échelle des eaux du Nil par l'Égypte suscite frustrations au Soudan et en Éthiopie. Fortes rancœurs également en Jordanie et Palestine depuis qu'Israël s'est octroyé le monopole sur le Jourdain au terme de la guerre des Six-Jours (1967). Tensions non apaisées entre riverains du fleuve Sénégal, rivalités entrevues entre les dix pays balkaniques du bassin du Danube. Des accords de répartition des ressources hydriques, entre pays d'amont et d'aval par exemple, peuvent désamorcer les conflits potentiels. Une puissante incitation à la constitution d'un tribunal des eaux.